

DA04 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION DE L'OFFRE DE FORMATION DU 1^{ER} ET DU 2^E CYCLE DE L'ÉTABLISSEMENT : FICHE PROJET D'UNE FORMATION DU 1^{ER} ET DU 2^E CYCLE EN VUE DE L'ACCRÉDITATION

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2022-2023

VAGUE C

Établissement demandant l'accréditation : Université de Reims Champagne-Ardenne

Master Droit privé	
Caractérisation de la formation	
Intitulé de la formation	Droit privé (nomenclature nationale)
Type de cursus	Master
Parcours	Droit des contentieux privés Droit privé général
Lieu(x) de la formation	Campus Croix-Rouge (Reims)
Évolution de la formation	<p>(1) Renouveau à l'identique</p> <p>(2) Renouveau avec restructuration légère : notamment, changement d'intitulés de parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture), changement de contenus de formation</p> <p>(3) Renouveau avec restructuration importante : notamment, modification du nombre et de l'organisation des parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture)</p> <p>(4) Création issue d'une restructuration</p> <p>(5) Création ex-nihilo</p>
Réponse aux recommandations du Hcéres dans l'évaluation du bilan de la formation	
<p>1. Dans le parcours Droit des contentieux privés (actuellement existant), la décision a été prise d'ouvrir à terme cette formation à l'alternance en deuxième année de master, via l'établissement d'un partenariat avec le tribunal judiciaire et la cour d'appel de Reims (si ceux-ci l'acceptaient), avec les chambres régionale et départementales des commissaires de justice (actuellement en discussion), et toute autre structure en</p>	

cohérence avec la formation proposée. Si ces partenariats s'avéraient concrétisables, les étudiants de ce parcours pourraient donc réaliser leur deuxième année de master en alternance (en apprentissage). Les étudiants auraient toutefois la possibilité de préférer un enseignement sans alternance, mais devront en ce cas réaliser un stage de 3 mois, comme cela est d'ores et déjà imposé aux étudiants n'ayant pas opté pour un stage en première année de master.

Dans le parcours Droit privé général, l'alternance ne sera pas proposée aux étudiants en première comme en deuxième année de master, dans la mesure où la rédaction d'un important mémoire de fin d'études y sera privilégiée.

2. Afin d'affiner le processus d'évaluation interne du master, dans ses deux parcours, une fiche anonyme d'évaluation des enseignements sera annuellement adressée aux étudiants des deux années (M1 et M2), afin de solliciter leurs impressions sur les enseignements proposés, leur contenu et la pédagogie déployée, et les inviter à formuler toute suggestion d'amélioration de l'offre de formation.

3. S'agissant des conseils de perfectionnement du master, le dernier en date, du 2 juin 2022 et dont le Hcéres n'a pas eu connaissance (les dossiers étant remontés en mars 2022 de la faculté à la présidence de l'URCA), s'est tenu selon des modalités qui auraient sans doute été appréciées par le Hcéres (nombre important de participants, aux noms et qualités précisés, nombre important de questions abordées dont celle de la bonne coordination M1/M2 ; compte-rendu détaillé de 6 pages, etc.). Le précédent conseil fut en effet tenu après une année d'enseignement en distanciel en raison de la crise sanitaire. Dans un contexte où il s'agissait avant tout d'assurer la continuité du service public de l'enseignement supérieur, et de ne pas perdre les étudiants par démotivation (il est à noter qu'aucun n'a abandonné ou échoué), il était donc malaisé de soumettre la formation à une critique constructive en termes de « perfectionnement ». Ces circonstances étant rappelées, c'est dans la continuité du dernier conseil de perfectionnement du 2 juin 2022 que les responsables de la formation entendent se placer désormais et procéder pour les prochains conseils.

Évolution du projet de la formation

Dans le dessein de diversifier son offre de formation en droit privé, la faculté de droit et de science politique a décidé d'ouvrir un nouveau parcours au sein du master mention Droit privé, intitulé Droit privé général, aux côtés du parcours existant, intitulé Droit des contentieux privés.

Arguments généraux et débouchés attendus : La création d'un parcours Droit privé général au sein du master Droit privé répond à une double ambition.

D'une part, il s'agit d'offrir aux étudiants une **formation généraliste**, dépassant les clivages des différentes branches du droit privé (droit civil, droit des affaires, droit social, droit pénal), et seule susceptible de leur offrir une **culture juridique générale de haut niveau**, à même de leur permettre de mobiliser les notions et les concepts du droit privé dans son ensemble, dans une approche aussi bien **théorique que pratique**.

D'autre part, il s'agit aussi d'offrir aux étudiants se destinant à un **exercice généraliste de la profession d'avocat ou de juriste** une **formation adaptée et sur mesure**, également profitable aux étudiants ambitionnant de poursuivre leur cursus en **doctorat**. Les masters de droit privé comprenant un parcours Droit privé général sont en effet connus et reconnus comme d'importants pourvoyeurs de docteurs en droit et d'enseignants-chercheurs, dont la faculté de droit et l'URCA ont besoin. Cette formation serait d'ailleurs solidement adossée à la recherche, par l'exigence d'un important mémoire de fin d'études venant clore le parcours universitaire des étudiants en deuxième année de master, alors que ce mémoire restera optionnel dans le parcours Droit des contentieux privés.

Cohérence et complémentarité de la formation avec les formations voisines : Cette formation présentera le double mérite de la **cohérence** et de la **complémentarité** avec les formations proposées par notre faculté. D'une part, toutes les formations de niveau master proposées aux étudiants sont à ce jour spécialisées, et donc non-adaptées aux étudiants porteurs de l'un des projets professionnels précités. En ce sens, la création d'un parcours Droit privé général au sein du master Droit privé permettra de compléter l'offre de formation : là où le parcours Droit des contentieux privés, actuellement existant et attractif continuera de préparer les étudiants aux concours et examens nationaux, notamment de magistrat, de greffier ou encore de commissaire de justice, la création, en parallèle de ce parcours, du parcours Droit privé général, permettra aux étudiants ambitionnant un exercice généraliste de la profession d'avocat, de juriste, ou ambitionnant de se lancer dans un doctorat, de disposer d'une formation parfaitement adaptée à leur projet.

Prise en compte des besoins socio-économiques du territoire : Le master Droit privé, dans ses deux parcours, est particulièrement **cohérent avec les besoins socio-économiques du territoire champardennais**. Le parcours Droit des contentieux privés l'a d'ores et déjà prouvé par le taux d'insertion professionnelle de ses étudiants, tandis que le parcours Droit privé général le prouvera par la réponse qu'il apportera aux étudiants se destinant à la profession d'avocat ou de juriste généralistes, dans la mesure où en dehors des villes de Reims, Châlons-en-Champagne, Troyes, Charleville-Mézières et Sedan, l'exercice de ces professions est essentiellement généraliste. Pour les étudiants se destinant à un doctorat, seul ce parcours pourra par ailleurs leur offrir un bagage aussi large en droit privé.

Organisation pédagogique : Du côté du parcours Droit des contentieux privés, la formation repose en M1 sur un socle d'enseignants-chercheurs statutaires, tandis qu'elle se diversifie en M2 par l'intervention de plusieurs professionnels du droit (magistrats et avocats notamment), offrant un enseignement pratique des disciplines étudiées en licence et M1, tourné vers le contentieux. Du côté du parcours Droit privé général, cette formation contenant uniquement des cours mutualisés, elle présentera d'une part l'avantage d'offrir aux étudiants de solides connaissances délivrées par des experts des matières enseignées, et d'autre part de ne rien coûter à l'université, sauf à la marge, si un ou deux séminaires de M2 « signatures » venaient à être créés. L'équipe pédagogique recouvrirait en ce sens celle de l'ensemble des M1 et M2 de droit privé (droit civil, droit des affaires, droit social, droit pénal), les étudiants du parcours Droit privé général ayant vocation à choisir librement leurs enseignements dans l'ensemble de l'offre de formation de niveau master, en droit privé, sous réserve de quelques cours et séminaires ne pouvant être choisis par esprit de cohérence.